

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/Q1/JPN/4

G/SCM/Q1/JPN/4

12 août 1996

(96-3178)

**Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: anglais

NOTIFICATION DE LOIS ET REGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 ET DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

Réponses du Japon¹ aux questions posées par Hong Kong²

La Mission permanente du Japon a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 29 juillet 1996.

Les notifications requises de lois et réglementations ainsi que des Principes directeurs sont en cours d'élaboration et seront présentées d'ici la prochaine réunion consacrée à l'examen des législations.

Statut juridique de l'Accord antidumping au Japon

1. *Le Japon a notifié le texte de la Loi relative au tarif douanier et du Décret relatif aux droits antidumping.*
 - a) *Quel est le statut juridique de l'Accord antidumping de l'OMC au Japon? A-t-il force de loi? Si une disposition de la législation nationale est en contradiction avec l'Accord, quel est le texte qui prévaut?*
 - b) *Les autorités japonaises sont-elles tenues, juridiquement ou autrement, de respecter les dispositions de l'Accord antidumping au cours d'une procédure antidumping, ou de se référer à cet accord, par exemple pour interpréter la législation nationale?*

Les modifications nécessaires ont été apportées à la législation nationale afin d'appliquer l'Accord de l'OMC. La Loi relative au tarif douanier confirme que les dispositions de cet accord sont directement applicables.

Au cas où il y aurait contradiction, l'Accord de l'OMC prévaudrait sur la législation nationale.

Les autorités japonaises sont tenues de respecter les dispositions de l'Accord antidumping au cours d'une procédure antidumping.

¹G/ADP/N/1/JPN/2-G/SCM/N/1/JPN/2.

²G/ADP/W/227+ Suppl. 1-G/SCM/W/237+ Suppl. 1.

Points essentiels de l'Accord antidumping de l'OMC qui ne sont pas abordés dans la législation japonaise

2. a) *S'il n'existe pas de dispositions légales spécifiques, comment le Japon peut-il garantir que ses autorités appliqueront strictement les dispositions de l'Accord antidumping de l'OMC sur ces points? Comment le Japon conciliera-t-il ses obligations au titre de l'Accord antidumping de l'OMC sur ces points et l'absence apparente de dispositions légales spécifiques?*

Voir réponse à la question 1 ci-dessus.

- b) *Des directives ont-elles été publiées concernant les procédures à suivre en matière de droits antidumping? Dans l'affirmative, quel est le statut juridique de ces directives? Les fonctionnaires japonais sont-ils tenus, juridiquement ou autrement, de respecter ces directives au cours des procédures antidumping?*

Le gouvernement japonais a élaboré les "Principes directeurs" pour faciliter le fonctionnement du système antidumping. Les Principes directeurs visent à compléter les dispositions du GATT de 1994, de l'Accord SMC, de l'Accord ADP et des lois et réglementations nationales pertinentes et à aider à appliquer le système. Les fonctionnaires japonais respectent les Principes directeurs au cours des procédures antidumping.

Loi relative au tarif douanier - Article 8 (droits antidumping)

3. *Le Japon peut-il préciser si dans la disposition relative à l'engagement de l'article 8 de la Loi il faut comprendre "engagement de cesser d'exporter le produit en cause à des prix de dumping"?*

L'article 8.7 de la Loi fait référence à un engagement de cesser d'exporter le produit à des prix de dumping.

Paragraphe 25 - Réexamen à l'expiration de la période spécifiée

4. *Outre une simple prolongation de la période d'imposition du même droit antidumping, un réexamen au titre de l'article 25 pourrait-il conduire à une modification ou à une variation du droit antidumping? Les critères appliqués au cours de ce réexamen seraient-ils les mêmes que pour l'enquête originelle? Par exemple, serait-il mis fin à l'imposition du droit antidumping si la marge de dumping était de minimis ou le volume des importations négligeable?*

L'article 8.25 de la Loi correspond au réexamen prévu à l'article 11.3 de l'Accord ADP, qui ne traite que de la prolongation de la durée d'application du droit.

Les modifications du droit antidumping résultant du réexamen dont il est question à l'article 11.2 sont traitées à l'article 8.20 de la Loi.

Les dispositions de l'Accord sont respectées. Les prescriptions concernant la marge de *minimis* et le volume d'importations négligeable seront appliquées au cours des réexamens.

Paragraphe 36 - Association entre importateur et exportateur

5. *Est-il possible de déterminer l'existence d'un dumping au titre du paragraphe 36 sans établir d'abord le prix de vente à l'exportation du produit importé, conformément à l'article 3 du décret et sans effectuer une comparaison équitable avec le prix normal? Dans l'affirmative, comment le Japon respectera-t-il ses obligations au titre de l'article 2.3 de l'Accord antidumping de l'OMC?*

Cet article doit être interprété comme autorisant le calcul des prix à l'exportation conformément à l'article 2.3 de l'Accord.

Décret relatif aux droits antidumping

6. *Le Japon peut-il préciser dans quelles circonstances les autorités établiront le prix normal sur la base du prix de vente dans le pays d'origine? Comment le Japon respectera-t-il ses obligations au titre de l'article 2.5 de l'Accord antidumping de l'OMC?*

Les lois et réglementations japonaises ne contiennent pas de dispositions concernant la vente à partir d'un pays intermédiaire.

Par conséquent, les dispositions de l'article 2.5 de l'Accord ADP sont appliquées directement.

Article 2 - Comparaison équitable

7. *Comment la législation japonaise intègre-t-elle la notion de comparaison équitable définie à l'article 2.4 de l'Accord antidumping de l'OMC? Par exemple, des ajustements peuvent-ils être opérés pour établir le prix à l'exportation? Au regard de la loi japonaise, comment la comparaison serait-elle faite au même niveau commercial, qui sera normalement le stade sortie usine, et pour des ventes effectuées à des dates aussi voisines que possible, comme l'exige l'article 2.4 de l'Accord antidumping de l'OMC?*

Les lois et réglementations japonaises ne contiennent pas de dispositions concernant cette base de comparaison.

Par conséquent, les dispositions de l'article 2.4 de l'Accord ADP sont appliquées directement.

Autres

8. *Cette prescription sera-t-elle respectée par les autorités japonaises? Existe-t-il des dispositions pertinentes dans la législation nationale?*

Les lois et réglementations japonaises ne contiennent pas de dispositions concernant le caractère confidentiel de la demande d'ouverture d'une enquête avant que l'enquête soit effectivement ouverte et la notification préalable du Membre concerné.

Par conséquent, les dispositions de l'article 5.5 de l'Accord ADP sont appliquées directement.

9. *Quelle est la politique du Japon concernant la mise en oeuvre des rapports des Groupes spéciaux de l'OMC et quelle législation existe-t-il en la matière?*

Les lois et réglementations japonaises ne contiennent pas de dispositions spécifiques concernant la mise en oeuvre des rapports de groupes spéciaux donnant tort au Japon. La législation et/ou la réglementation peuvent éventuellement être modifiées au cas par cas afin de donner suite à un rapport de groupe spécial de l'OMC.

10. *Quelles procédures de révision judiciaire le Japon a-t-il mises en place pour respecter ses obligations au titre de l'article 13 de l'Accord antidumping de l'OMC?*

Les affaires sont portées devant les tribunaux. Les mesures administratives, notamment les mesures antidumping, entrent dans le champ d'application des systèmes japonais de révision judiciaire.

Questions supplémentaires

Produit similaire

1. *Il est noté que l'expression "produit similaire" apparaît fréquemment tant dans la Loi que dans le Décret. Existe-t-il dans la législation japonaise des dispositions réglementaires s'inspirant de la définition de l'expression "produit similaire" donnée à l'article 2.6 de l'Accord ADP?*

Les lois et réglementations japonaises ne contiennent pas de définition des mots "produits similaires".

Les dispositions de l'article 2.6 de l'Accord ADP sont appliquées directement.

Détermination de l'existence d'un dommage

2. *Les prescriptions susmentionnées seront-elles observées par les autorités japonaises? Existe-t-il dans la législation japonaise des dispositions réglementaires allant dans ce sens?*

Les lois et réglementations japonaises ne contiennent pas de dispositions concernant l'évaluation du dommage important.

Par conséquent, les dispositions de l'article 3 de l'Accord ADP sont appliquées directement.

Article 5 du Décret interministériel relatif aux droits antidumping

3. a) *Il semble que le paragraphe 1 de l'article 5 du Décret ne satisfait que partiellement aux prescriptions de l'article 5.4 de l'Accord. Le Japon voudrait-il expliquer en quoi cette disposition est compatible avec les obligations qui lui incombent en vertu de l'Accord?*

L'article 5 du Décret relatif aux droits antidumping fixe comme critère de représentativité pour l'ouverture d'une enquête un pourcentage de 25 pour cent de la production totale.

En ce qui concerne la règle des 50 pour cent, les dispositions de l'article 5.4 de l'Accord s'appliquent directement et la façon de déterminer le degré de soutien est indiquée à l'article 5 2) des Principes directeurs.

- b) *Qu'arrive-t-il dans le cas où les producteurs sont opposés à une demande mais que des syndicats la soutiennent?*

- c) *Qu'arrive-t-il lorsqu'il y a divergence de vues entre le producteur et les travailleurs d'une même entité?*
- d) *Dans le cas où un producteur et ses employés font des déclarations séparées à l'appui d'une demande, la production de l'entité concernée sera-t-elle comptée deux fois en ce qui concerne le seuil des 25 pour cent de la production totale?*

Pour évaluer le soutien dont bénéficie une demande, selon la nature du plaignant, il sera tenu compte soit du producteur soit du syndicat.